

LES ANNONCES SONT REÇUES : A MARSEILLE : Chez M. G. Allard, rue Pavillon, 31 et dans nos bureaux ; A PARIS : à l'Agence Havas, place de la Bourse ;

# Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Mardi 19 Mars 1918  
RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 75, rue de la Darse, 75  
MARSEILLE  
Téléph. : N. 200 - Rédaction 2.72, 38-50  
Bureaux à Paris : 10, rue de la Courbe  
43<sup>e</sup> ANNÉE - N° 45.017

## Témoignages allemands

Les Boches prétendent se refuser à toute concession relativement à l'Alsace-Lorraine parce que, assurément, cette terre d'Alsace-Lorraine est une terre allemande. A les en croire, les populations des provinces annexées seraient dans leur immense majorité animées de sentiments profondément germaniques. Or, toute l'histoire des quarante-sept dernières années s'accorde avec l'histoire des siècles passés pour démontrer l'imposition d'une si audacieuse affirmation. Mais en dehors de ces énoncés et irrécusables démentis historiques, il n'est pas impossible de trouver actuellement dans la presse allemande elle-même des preuves évidentes de la mauvaise foi boche.

Par exemple, voici ce qu'écrivait récemment de l'autre côté du Rhin le professeur Martin Fasshender : « Les Français fondent leurs revendications sur ce fait que les Alsaciens sont attachés à la France par toutes les fibres de leur cœur. Malheureusement, il n'est que trop vrai, le reproche qui nous a été fait : Nous ne savons pas assimiler les territoires conquis et ces territoires restent toujours un corps étranger dans l'organisme allemand. Il conviendrait de réfléchir sur ce phénomène ». De cet aveu dénué d'artifices, il résulte tout d'abord que l'Alsace-Lorraine n'était pas un territoire allemand puisque l'Allemagne a essayé de l'assimiler à l'Empire et en second lieu que ce travail d'assimilation a complètement échoué.

C'est dire en somme que l'Alsace-Lorraine n'est pas plus allemande aujourd'hui qu'elle ne l'était avant le rapt de 1871.

Un autre henn professeur, le professeur Kapp, de Strasbourg, a fait de son côté des déclarations de même nature. « On a cru en Allemagne, a-t-il écrit, que la guerre avivait en Alsace-Lorraine l'attachement pour la patrie allemande. Il n'en est rien. Alors que par suite de sa longue durée la guerre diminuait jusqu'en Allemagne le patriotisme des masses, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il en puisse être autrement en Alsace-Lorraine. Il y a au moins dans les autres Etats allemands un nombre suffisant d'intellectuels qui se font les protagonistes de l'idée allemande et de la pensée allemande, la bourgeoisie restant parfois à l'écart. Rien de semblable en Alsace-Lorraine. Bien au contraire, la bourgeoisie cultivée s'orienta bien plus vers l'Ouest que vers l'Est. Les mesures que l'on compte prendre pour empêcher la diffusion du français, arrêter tout l'effort de propagande en faveur de la France, obliger les fonctionnaires à une attitude vraiment allemande, rendre l'allemand partout obligatoire comme langue officielle, ne peuvent avoir aucun bon résultat. Elles ne marqueront que davantage la situation exceptionnelle des deux provinces et soulèveront des protestations contre des procédés jugés indignes ».

Voilà, n'est-il pas vrai, encore un aveu allemand qui vaut la peine d'être enregistré : nous le joignons au précédent pour grossir le dossier de la question d'Alsace-Lorraine.

Ces deux déclarations sont deux témoignages dont on ne saurait en l'espèce méconnaître la valeur puisqu'il s'agit de témoignages fournis contre la thèse allemande par deux bons sujets du Kaiser. Dans tout l'Empire, on le sait, les professeurs sont tenus pour de précieux soutiens du régime presque au même titre que les officiers. Or, allons-nous, grands dieux, si ces joyeux patriotes des Universités boches en arrivent eux-mêmes à s'inscrire en faux contre les doctrines officielles de Berlin ?

CAMILLE FERDY.

## Comment on lance un Emprunt en Amérique

La reproduction d'un champ de bataille  
New-York, 18 Mars.  
En vue d'augmenter l'intérêt du public, pour le troisième emprunt de la Liberté, qui s'ouvre le 6 avril, le Comité de l'Emprunt de la Liberté a présenté aux autorités de la cité de New-York un projet dont l'adoption est maintenant une chose sûre et qui consisterait à exposer dans la cité de New-York la reproduction

tion, dans tous ses détails, d'une section du champ de bataille du Nord de la France. On verra les lignes avancées et de réserve, les tranchées de communications, les postes d'écoute, les tranchées de sape, les batteries, les galeries de mines, la façon de couper les fils de fer barbelés, les appareils à lancer les bombes, etc.

## PROPOS DE GUERRE

### Relativités

Le Conseil de guerre de Paris vient de condamner à trois ans de prison un ouvrier qui, dans le Métro, au cours d'une discussion avec un voyageur, s'était écrié : « Ce qu'il faut c'est la paix, la paix immédiate, la paix à tout prix ! »

Le tribunal correctionnel de X... a condamné hier à six mois de prison un individu qui ne fait point choquer l'opinion du moment.

Je ne prétends pas, notez bien, que vouloir la guerre ou désirer la paix soit simplement une question d'opinion ; je me place au point de vue des principes. Justement, ce n'est pas de réclamer la paix pendant la guerre que de réclamer la guerre pendant la paix.

Si au mois de mai 1914, trois mois avant la mobilisation générale, un particulier s'était mis à crier en pleine rue en brandissant un drapeau :

« A mort les Allemands ! A Berlin ! A Berlin ! »

Il eût été coffré sur le champ.

Un jour viendra, quand la paix régnera à nouveau parmi les nations, où nous lirons peut-être dans la chronique des tribunaux des notes dans le genre de celle-ci :

« Le tribunal correctionnel de X... a condamné hier à six mois de prison un individu qui, dans un établissement public, avait tenu des propos bellicistes et outrageants à l'adresse d'une nation voisine ».

Car la plupart des actions humaines ne sont bonnes ou mauvaises que selon les circonstances où elles se produisent.

ANDRÉ NEGIS.

## LA VIE CHÈRE

### Dans le Département

L'Office de régulateur des prix de la viande d'alimentation rempli à Marseille, par les boucheries départementales, s'exerce-t-il avec la même efficacité dans toutes les communes des Bouches-du-Rhône ?

Dans le rapport adressé à M. le Préfet, il est constaté qu'à Saint-Chamas, la boucherie départementale dessert fort bien ce centre important, en même temps qu'elle alimente diverses localités environnantes ainsi que des coopératives militaires ou civiles. Il en serait de même à Arles où sont appliqués les prix de vente de Saint-Chamas.

Il manque de personnel à jusqu'à présent, empêché la création d'autres boucheries départementales desservant de nombreux centres importants, dignes, à tous égards, de la sollicitude des Pouvoirs publics. Pour les mêmes raisons l'on n'a pu donner satisfaction à Salon, ainsi qu'à divers autres lieux.

Dans les communes où l'action des marchés se fait sentir, comme à Aix, par exemple, l'abaissement des prix de la viande a été obtenu par une entente établie au profit de la population. Malheureusement cette action restée nulle dans un grand nombre de localités assez peuplées.

Ce qui nous fait passer au présent, nous démontré, pourtant, qu'il serait facile de médier à la hausse exagérée des prix de la viande de boucherie. Le maire de ce chef-lieu de canton, avait pris un arrêté fixant les prix de la viande aux prix établis par les boucheries départementales.

Les bouchers des Mairies protestent en fermant leurs magasins. Que fit le maire ? Il vint à Marseille où il s'entendit avec l'administrateur des boucheries départementales. Les quantités de viande nécessaires aux besoins des habitants sont expédiées tous les détails par les soins d'un sous-secrétaire.

Grâce aux mesures, ainsi prises par M. Merlat, qu'on ne saurait trop louer en l'occurrence, les Mairiaux bénéficient d'une réduction, sur les prix d'achat, qui a varié de un à deux francs par kilo.

Pourrait-on agir de même, dans les autres communes du département, qui peuvent facilement avoir l'aide de l'administrateur des boucheries départementales ? Cette aide est acquise d'avance aux maires ou aux bouchers qui la sollicitent. Plus il y a de boucheries départementales, plus le rôle de régulateur s'étend et plus, de consommateurs, certains d'autre part, de consommer de la viande de première qualité.

PIERRE ROUX.

## LA GUERRE

### Luttes d'artillerie sur la rive droite de la Meuse dans les Vosges et sur le front anglais

### Nos troupes et les troupes britanniques exécutent des coups de main tandis que l'ennemi subit de continuel échecs

Paris, 18 Mars.  
M. Pichon, revenu grippé hier de Londres, est obligé de garder la chambre. Son état ne présente aucun caractère de gravité.

## LA SITUATION

### De notre correspondant particulier

Paris, 18 Mars.  
Au cours d'un des derniers raids des gothas sur Paris, une bombe endommagea l'ambassade d'un des Empires du Centre. Le concierge préposé à la garde de l'immeuble vint de présenter au gouvernement français la note à payer s'élevant à plusieurs milliers de francs. C'est là un fait minuscule, sans doute, mais il contient en soi toute la mentalité boche faite d'un tel cynisme que nous le prendrions pour de l'insouciance.

Comment s'entendre avec des gens d'une telle mentalité ? Au surplus, on commence à se rendre compte dans les milieux jusqu'ici les plus extrémistes, pour ne pas employer d'autre expression, qu'il n'y a plus d'illusions à se faire et que la seule tactique possible vis-à-vis d'un tel ennemi est la guerre à outrance. Encore quelque temps et nos escadrons renforcés des escadrons américains pourront trapper le colosse au point sensible.

Le retard apporté à l'offensive dont on nous menace depuis si longtemps est un aveu de la crainte que l'ennemi éprouve à nous attaquer. Il sera obligé de le faire, cependant. Mais toutes nos dispositions sont prises et les chefs des gouvernements alliés qui viennent de se concerter à Londres témoignent d'une satisfaction qui concorde avec la belle confiance de nos chefs et de nos soldats.

Pendant ce temps, les lévinistes, qui ont toute honte bue, en sont à envisager l'armement de la nation russe. C'est un peu tard, mais ceci suffit à démontrer leur erreur funeste en admettant qu'elle n'ait été qu'une erreur.

Rien encore du côté du Japon.

MARIUS RICHARD.

## LE RETOUR DE M. CLEMENCEAU

### Chez le roi George

Paris, 18 Mars.  
M. Clemenceau, qui au cours de son séjour à Londres a eu l'occasion de s'entretenir non seulement avec M. Lloyd George et ses collègues, mais avec un certain nombre de personnalités politiques anglaises marquantes, a été reçu vendredi soir, à 5 heures, en audience par le roi George qui a fait au président du Conseil des ministres français l'accueil le plus chaleureux, ayant près de lui le prince de Galles.

M. Clemenceau est satisfait  
Paris, 18 Mars.  
Hier soir, à 7 heures, M. Clemenceau, très reposé et très satisfait, descendit du train, accompagné de son fils, pour aller comme au retour une excellente traversée.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

### 1.325<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

Paris, 18 Mars.  
Le communiqué fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant :

Nos patrouilles, opérant au nord de l'Artois, ont ramené des prisonniers. Au nord-ouest de Reims et vers la Somme, des coups de main ennemis sur nos petits postes sont restés sans succès.

La lutte d'artillerie continue sur la rive droite de la Meuse. Des reconnaissances ennemies, qui tentaient d'aborder nos lignes dans la région d'Herbaumont et au nord-ouest de Bezonvaux, ont été repoussées par nos feux.

Dans les Vosges, assez grande activité de l'artillerie au nord du Viols, sur les deux rives de la Moselle. Rien à signaler sur le reste du front.

Et Cadoreuse s'élança hors de la maison, et prit tout courant la route opposée à celle que venait de prendre l'inconnu.

— Cinquante mille francs ! murmura la Cadoreuse, résidant dans ce petit hôtel... mais ce n'est pas une fortune.

Et Cadoreuse s'élança hors de la maison, et prit tout courant la route opposée à celle que venait de prendre l'inconnu.

— Cinquante mille francs ! murmura la Cadoreuse, résidant dans ce petit hôtel... mais ce n'est pas une fortune.

Et Cadoreuse s'élança hors de la maison, et prit tout courant la route opposée à celle que venait de prendre l'inconnu.

— Cinquante mille francs ! murmura la Cadoreuse, résidant dans ce petit hôtel... mais ce n'est pas une fortune.

Et Cadoreuse s'élança hors de la maison, et prit tout courant la route opposée à celle que venait de prendre l'inconnu.

— Cinquante mille francs ! murmura la Cadoreuse, résidant dans ce petit hôtel... mais ce n'est pas une fortune.

Et Cadoreuse s'élança hors de la maison, et prit tout courant la route opposée à celle que venait de prendre l'inconnu.

raison publique ne sera probablement faite par le Parlement par le ministre des Affaires Etrangères.

La Nouvelle République Courant rapporte que les nouvelles techniques ont permis de rendre sous pression l'air de pouvoir prendre la mer dès la réception des instructions. La presse allemande continue à agir sur la Hollande par la terreur, menaçant de le faire si elle n'accepte pas ce qu'elle accepte les propositions de l'Entente.

Selon le Lokal Anzeiger, une conférence a eu lieu au ministère des Affaires Etrangères de Berlin, pour examiner les mandats à prendre au cas où la Hollande exécuterait aux demandes de l'Entente. L'armée et la marine étaient représentées. Le Journal ajoute, d'après des renseignements de Wilhelmstrasse, que la Hollande n'acceptera pas les propositions.

Le Telegraaf, commentant cette information, dit : « Le communiqué est clair : Mourrez de l'air ou attendez-vous à l'emploi de la force. » Espérons que le gouvernement hollandais ne mettra pas son cou dans le nœud que Berlin lui tend. Il faut que la Hollande décide si elle veut rester un pays libre et indépendant ou être livrée à l'Allemagne.

## L'EFFORT AMERICAIN

### Les usines de guerre

New-York, 18 Mars.  
Les membres des associations des correspondants des journaux étrangers, récemment créés à New-York et à Washington, viennent de partir d'un petit voyage dans l'Ouest central, où ils ont été les hôtes du gouvernement.

Plusieurs autres centres manufacturiers ont été également visités, notamment le fameux arsenal de Rock-Island, où des milliers d'ouvriers sont employés par le gouvernement à la fabrication de toutes sortes de munitions et de matériel.

Les journalistes ont pu constater que toutes les usines qu'ils ont visitées travaillent avec le maximum de rendement.

## LES TRAVAILLISTES DE NEW-YORK

### demandent une décision sur les armes

New-York, 18 Mars.  
Le parti travailliste new-yorkais a affirmé hier soir, sa volonté de voir se réaliser le désir du président Wilson de « pas de paix sans victoire ». Une proposition demandant que les travaillistes américains se rallient au mouvement en faveur de la conclusion de la paix par conférence, au lieu d'une décision prise par le Congrès, a été repoussée à une écrasante majorité.

## UNE CONFÉRENCE NE METTRAIT PAS FIN À LA GUERRE

### New-York, 18 Mars.

Le Daily Mail publie une déclaration de M. Appleton au sujet d'une proposition d'une conférence qui mettrait fin à la guerre.

« J'ai répondu aux personnes qui me faisaient cette proposition que c'était impossible. L'Allemagne n'a encore montré ni disposition ni pouvoir de faire la paix à des conditions acceptables. La Russie est toujours en état de guerre et elle n'a rien fait pour empêcher l'Allemagne de continuer à marcher sur Paris, à montrer une intransigeante exigence.

« Quant les motions affirmant la volonté du prolétariat américain de mener la guerre jusqu'au bout furent présentées, M. Charles Henderson, trade-unioniste, souleva un vif enthousiasme en faisant la déclaration suivante :

« Si l'assemblée avait adopté l'amendement Weinstein, je serais sorti de cette salle et immédiatement j'aurais demandé à mon groupe de se séparer de l'organisation et de retourner vers l'autocratie contre laquelle nous combattons. Nous adhérons au prolétariat allemand lorsque celui-ci fera quelque chose pour se libérer lui-même. Je tiens à dire, et je vous prie de dire, en Angleterre et en France, en se tournant vers les délégués anglais, que les travailleurs américains marchent d'accord avec leurs frères français pour la victoire.

M. Henderson est d'un avis contraire, il estime que la première chose à faire est la convocation d'un Congrès international socialiste.

## L'ŒUVRE DE LA CROIX-ROUGE

### Paris, 18 Mars.

M. Davison, chairman of the War Council of the American Red-Cross, président du Conseil de guerre de la Croix-Rouge américaine, a reçu ce matin, à l'Hôtel Ritz, au cours de son voyage en France où il doit or-

ganiser les services de la Croix-Rouge américaine, un rédacteur de l'American Red-Cross. Après lui avoir expliqué qu'il avait été nommé à ce poste, M. Davison a répondu qu'il n'avait aucun principe nouveau, mais qu'il était prêt à apporter une aide matérielle et morale à la France et à ses alliés. Nous voulons prouver notre sympathie, dit-il, à ceux qui souffrent, nous voulons encourager le poilu et ceci sera l'œuvre de la Croix-Rouge, dont le but est de venir en aide de soigner les malades et les blessés, et qui veut maintenant soulager les souffrances de la France et de tous les alliés. Les chiffres que fournit M. Davison sont tout d'abord importants. Ce n'est plus 200.000 membres que réunissait actuellement la Croix-Rouge, mais 230.000, et les 320 « chapters » ou sections, sont maintenant montées à 75.000 divisions locales. Enfin, les 500.000.000 de francs recueillis en juin dernier sont aujourd'hui dépensés et une autre souscription, aussi importante doit être levée.

En terminant, M. Davison a déclaré : « Je voudrais que le plus petit paysan de France se rende compte de notre œuvre ; je voudrais qu'il sache que nous savoyons dans des Comités médicaux jusqu'en Palestine ; je voudrais qu'il sache aussi combien nous admirons votre pays ».

M. Davison sera reçu par M. Poincaré, président de la République, ce soir, à 6 heures.

## L'ALLEMAGNE A INCORPORÉ LA CLASSE 1921

### Londres, 18 Mars.

On télégraphie d'Amsterdam, au Morning Post : Les jeunes gens du district de Cologne, qui ont achevé leur dix-septième année, ont reçu l'ordre de se présenter pour servir dans la landsturm du VIII<sup>e</sup> corps d'armée.

En ce qui concerne le VII<sup>e</sup> corps d'armée, dont le quartier général est à Münster, tous les jeunes gens nés en 1900 sont également enrégimentés dans la landsturm.

## LA CAPITULATION RUSSE

### Le traité de paix ratifié par le Congrès de Moscou

Moscou, 18 Mars.  
La résolution suivante proposée par la fraction bolchevique a été adoptée :

« Le quatrième Congrès extraordinaire sanctionne le traité de paix conclu par nos représentants à Brest-Litovsk le 3 mars 1918, et approuve l'action du Comité central, ainsi que celui du Conseil des commissaires du peuple qui ont résolu de signer une paix séparée et durable. »

« De même, le Congrès approuve les engagements de la délégation pacifique qu'il a refusé de discuter les conditions de paix allemandes, car ces conditions nous sont imposées par un ultimatum et la violence. »

« Le Congrès reconnaît comme le devoir de toutes les masses de travailleurs d'employer toutes leurs forces pour empêcher l'entrée de pays sur les bases d'une alliance sociale, et demande que tous les gens de deux sexes, jeunes et vieux, reçoivent une préparation militaire. »

« La République fédérative et socialiste russe, blâmant la guerre pillarde, reconnaît son droit et son devoir de défendre la patrie socialiste contre les agressions possibles des pays impérialistes. »

« Le Congrès exprime sa profonde conviction que le gouvernement du Soviet sera tout son possible pour venir en aide au mouvement socialiste international et aux travailleurs de tous les pays dans leur lutte contre le capital et l'impérialisme, afin de créer des Soviets socialistes et d'établir entre les peuples une paix durable. »

« Le Congrès est profondément convaincu que la révolution ouvrière est proche et que la victoire du prolétariat socialiste est garantie en dépit des mensonges farouches des gouvernements impérialistes. »

Pétersbourg, 18 Mars.  
C'est par une majorité de 433 voix que le Congrès de Moscou, composé de 923 membres, a ratifié le traité de paix. Il y aurait donc eu 470 abstentions.

## LE NOUVEL AMBASSADEUR DE RUSSIE À BERLIN

### Pétersbourg, 18 Mars.

Par suite de la ratification du traité de paix, le Conseil des commissaires du peuple a décidé de nommer l'ancien président de la délégation russe à Brest-Litovsk, M. Yoffe, ambassadeur de Russie à Berlin.

## LES ALLEMANDS EN FINLANDE

### Stockholm, 18 Mars.

La Finlande a reçu six cents aéroplanes de l'Allemagne, elle en attend plus encore. Les aviateurs étant peu nombreux, des offres alléchantes sont faites aux Suédois. La canonnière suédoise Svenskaund est rentrée des îles d'Åland avec cinquante-trois réfugiés de diverses nationalités, lesquels signalent que cinq autres Anglais ont été faits prisonniers sur le territoire finlandais par les Allemands.

## LES ALLEMANDS OCCUPENT OJESSA ET NICOLAÏEV

### Pétersbourg, 18 Mars.

Ojessa et Nicolaïev ont été pris sans combat. La flotte russe qui se trouvait dans les eaux d'Ojessa s'est réfugiée à Sebastopol. Dans les deux villes, les Allemands ont sup-

francs étaient la dote de ma fille que je comptais marier dans quinze jours ; ces deux cent mille francs étaient remboursables, cent mille le 15 de ce mois-ci, cent mille le 15 du mois prochain. J'avais donc avis à M. Morrel du désir que j'avais que ce remboursement fût fait exactement, et voilà qu'il est venu ici, monsieur, il y a à peine une demi-heure, pour me dire que si son oncle le Pharon n'était pas rentré d'ici au 15, il se trouverait dans l'impossibilité de me dire ce paiement.

— Mais, dit l'Anglais, cela ressemble fort à un atterrolement.

— Dites, monsieur, que cela ressemble à un banqueroute ! s'écria M. de Boville désespéré.

— L'Anglais parut réfléchir un instant, puis dit : — Ainsi, monsieur, cette créance vous inspire des craintes ? — C'est-à-dire que je la regarde comme perdue.

— Vous ? — Oui, moi. — Mais à un rabais énorme, sans doute ? — Non, moyennant dix cent mille francs ; notre maison, ajouta l'Anglais en riant, ne fait pas de ces sortes d'affaires. — Et vous payez ? — Comptant.

ALEXANDRE DUMAS.

Feuilleton du Petit Provençal du 19 Mars  
— 73 —  
**LE COMTE DE MONTE-CRISTO**  
DEUXIÈME PARTIE  
— Comment, à moi seul ! s'écria Cadoreuse ! ah ! monsieur, ne riez-vous pas ? Ce diamant devait être partagé entre ses amis ; Edmond n'avait qu'un seul ami, le partage devant donc lui être. Prenez ce diamant et vendez-le ; il vaut cinquante mille francs, je vous le répète, et cette somme, je l'espère, suffira pour vous tirer de la misère. — Oh ! monsieur, dit Cadoreuse en avançant timidement une main et en essayant de l'autre la sueur qui perlait sur son front ; — Je sais ce que c'est que le bonheur et ce que c'est que le désespoir d'un homme ! que c'est que le désespoir, et le ne jouerais jamais à plaisir avec les sentiments. Prenez donc, mais en échange... Cadoreuse, qui touchait déjà le diamant, retira sa main.  
— Comment, à moi seul ! s'écria Cadoreuse ! ah ! monsieur, ne riez-vous pas ? Ce diamant devait être partagé entre ses amis ; Edmond n'avait qu'un seul ami, le partage devant donc lui être. Prenez ce diamant et vendez-le ; il vaut cinquante mille francs, je vous le répète, et cette somme, je l'espère, suffira pour vous tirer de la misère. — Oh ! monsieur, dit Cadoreuse en avançant timidement une main et en essayant de l'autre la sueur qui perlait sur son front ; — Je sais ce que c'est que le bonheur et ce que c'est que le désespoir d'un homme ! que c'est que le désespoir, et le ne jouerais jamais à plaisir avec les sentiments. Prenez donc, mais en échange... Cadoreuse, qui touchait déjà le diamant, retira sa main.  
Reproduction interdite aux journaux qui n'ont pas de traité avec M.M. Calmann-Lévy, éditeurs, à Paris.





